

**LE 8 NOVEMBRE**  
**10H30 MARSEILLE**  
**AU VIEUX PORT**



**SOUTENONS L'ACTION DES PERSONNELS HOSPITALIERS  
DES ORGANISMES SOCIAUX EN GRÈVE, SOYONS DANS LA RUE AVEC EUX !**

**POUR LE DROIT À LA SANTÉ POUR TOUS !**

**Assez de renoncement aux soins !  
Assez de souffrance pour les personnels  
hospitaliers et des organismes sociaux !**

Les deux dernières lois hospitalières promulguées depuis six ans : la loi Bachelot et la loi santé de Madame Touraine n'ont conduit qu'à la déstructuration du système hospitalier public et privé non lucratif français.

Les politiques libérales de Sarkozy puis de Hollande ont conduit à la multiplication de fermetures de services et d'hôpitaux. Elles ont soigné en premier lieu la finance et le Medef !

Les maternités explosent, les urgences ne désemplassent pas, les lits de médecine sont occupés par des personnes de plus en plus dépendantes, la chirurgie ambulatoire est imposée aux patients quelle que soit leur situation personnelle, des déserts médicaux s'installent dans les Bouches du Rhône !

À la Caisse d'Allocations Familiales les effectifs sont réduits, l'accueil sur rendez-vous est généralisé, des permanences, des maisons sociales sont fermées. Les dossiers sont en attentes alors que 40% des allocataires ne vivent que de ces prestations.

La CPAM présente un nouveau projet de restructuration avec la fermeture de 10 accueils dans le département.

Cette politique de Hollande et Valls conduite par les agences régionales de santé est marquée par :

La constitution de 135 groupements hospitaliers de territoires qui se substituent aux 850 établissements publics de santé.

Pour les personnels des conditions de travail se dégradent avec des burn-out, des suicides !  
La précarité se développe.

Dans le seul cadre des lois de financement de Sécurité Sociale 22 000 emplois et 16 000 lits sont menacés de disparition (2016-2018).

Cette politique ne peut que nuire à l'accès et à la qualité des soins malgré l'implication des personnels.

Il faut des moyens pour la santé !

L'argent existe comme le montrent les 50 milliards donnés au patronat dans le cadre du CICE, les 40 milliards d'exonérations de cotisations sociales.... alors que le chômage ne fait que progresser.

D'autres choix sont possibles !

Une protection sociale solidaire et de haut niveau allant vers le remboursement à 100% des soins prescrits.

Des augmentations de salaires, retraites et minima sociaux, Aller chercher l'argent là où il est, recouvrer les dettes et arrêter de faire des cadeaux au grand patronat.

Tous ensemble, agissons, construisons le rassemblement unitaire et anti-libéral nécessaire pour mener une politique conforme aux intérêts de la majorité de la population.



**LA SANTÉ, NOTRE BIEN COMMUN**

**FÉDÉRATION PCF13 - CONTACT@PCF13.FR - WWW.PCF13.FR**

